

Fil d'actu RAEMH

Août 2022



| | |
|--|----------|
| 01 Tendances migratoires | 1 |
| 02 Gestion des frontières | 2 |
| Coopération internationale & gouvernance | 2 |
| Surveillance & contrôle | 2 |
| Disparitions & sauvetages | 3 |
| Réinstallations et transferts | 3 |
| Transit | 4 |
| 03 Dans les pays « de destination » | 4 |
| Accueil - séjour - asile | 4 |
| Intégration | 5 |
| 04 Contexte socio-politique - faits marquants | 5 |
| Contexte politique et sécuritaire | 5 |
| Contexte économique | 6 |
| Société | 6 |

Les fils d'actualité mensuels du RAEMH ciblent certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau et n'ont pas vocation à reporter un panorama exhaustif de l'actualité sur les mobilités internationales.

01 Tendances migratoires

Somalie : sécheresse sans précédent depuis janvier 2021, qui a généré le déplacement d'un million de personnes. De nombreuses organisations, dont le HCR et le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), alertent sur les urgents besoins de financement pour venir en aide aux populations.

Routes vers l'Europe : [Frontex](#) estime que si la route des Balkans reste la plus transitée, la route de Méditerranée centrale (arrivées via l'Italie) reste très importante, avec des arrivées quotidiennes cet été. Les Tunisiens constituent la 1^{ère} nationalité enregistrée sur cette route. Selon le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), plus [de 2.000 mineurs tunisiens ont rallié l'Italie de manière irrégulière depuis janvier 2022](#). Côté

| Route | January-August 2022 | Aug-22 | Jan-Aug 2022/Jan-Aug 2021 | Top nationalities |
|-----------------------|---------------------|--------|---------------------------|----------------------------------|
| Western Balkans | 86 581 | 15 892 | 190% | Syria, Afghanistan, Turkey |
| Central Mediterranean | 52 900 | 11 437 | 34% | Tunisia, Egypt, Bangladesh |
| Eastern Mediterranean | 25 592 | 2 651 | 123% | Syria, Nigeria, Congo (Kinshasa) |
| Western African | 10 595 | 1 118 | 13% | Morocco, sub-Saharan Africa |
| Western Mediterranean | 7 977 | 1 031 | -25% | Algeria, Morocco, Syria |
| Eastern Border | 3 943 | 604 | -37% | Ukraine, Iraq, Belarus |
| Channel | 41 067 | 13 512 | 80% | Afghanistan, Iraq, Albania |

Source : FRONTEX

italien, la « [route calabraise](#) » (pointe sud du pays) est de plus en plus empruntée par les personnes voyageant depuis la Turquie. Cette route, qualifiée de « première classe » de par son coût élevé et son mode de traversée (usage de voiliers), est pourtant très périlleuse (longue distance et pas de surveillance par les ONG). Aussi, Caritas Italie alerte sur le [nombre croissant de migrants](#) passant par la ville frontière de Vintimille.

02 Gestion des frontières

Coopération internationale & gouvernance

UE/Maroc : [nouvel accord financier de 500 millions d'euros destinés au Maroc](#) pour lutter contre les migrations irrégulières (le précédent portefeuille atteignait 344 millions d'euros). L'argent sera attribué à des projets d'intégration et de protection des réfugiés vivant au Maroc, mais aussi pour les retours forcés, la coopération policière et la lutte contre les mafias. Pour autant, selon Rabat, le montant ne couvre pas les dépenses réelles puisque le Maroc dit dépenser 435 millions par an dans la lutte contre les migrations irrégulières. L'argent proviendra de l'instrument européen de voisinage, de

développement et de coopération internationale (NDCI).

UE/pays européens frontaliers : [171 millions d'euros ont été engagés par la Commission Européenne](#) à l'attention de Chypre, de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie et de la Pologne pour gérer les arrivées et les expulsions. Cette annonce intervient alors que les demandes d'asile ont atteint un niveau mensuel presque record, selon l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (EUAA), avec près de 70.200 demandes en mai.

Surveillance & contrôle

Maroc : [13 personnes](#), qui avaient tenté d'entrer à Melilla le 24 juin dernier, ont finalement été condamnées à deux ans et demi de prison ferme, sans que leur avocat ait été en mesure de préciser la nature des charges retenues. [14 autres personnes, arrêtées la veille des événements](#), avaient été condamnées à 8 mois de prison ferme pour "appartenance à une bande criminelle d'immigration clandestine". Plusieurs [organisations de la société civile dénoncent](#) un « acharnement judiciaire » sur ces personnes.

Italie : un décret approuvé par les autorités en mars dernier permet désormais [d'exclure des règles de liberté d'information tout document du ministère de l'intérieur concernant la sécurité, les relations internationales et la gestion des frontières et de l'immigration](#), ce qui revient à réduire drastiquement toute transparence sur les politiques d'externalisation, d'enfermement et de refoulement des personnes en mobilité aux frontières italiennes et européennes.

Royaume-Uni : à l'automne prochain, des [montres intelligentes dotées d'une technologie de reconnaissance faciale](#) seront imposées aux personnes étrangères condamnées pour infraction pénale. Par ailleurs, une [plainte a été déposée par une ONG britannique contre le ministère de l'Intérieur](#), qui déploie des dispositifs de suivi GPS pour les personnes entrant dans le pays par des voies irrégulières. Quant au contrôle du canal de la Manche, [l'Albanie a proposé au Royaume-Uni sa collaboration](#) pour fournir aux autorités des renseignements et faciliter le traitement et les

renvois (60% des personnes qui traversent le canal seraient de nationalité albanaise).

Grèce/Turquie : mi-août, [38 personnes, majoritairement syriennes, se sont retrouvées pendant plusieurs jours bloquées sur un îlot du fleuve Evros](#), à la frontière avec la Turquie. Des alertes avaient été émises par des organisations, notamment par l'ONU et certaines voix avaient rapporté que ces exilés auraient été victimes de refoulements illégaux entre la Grèce et la Turquie. Fin août, [la Grèce a autorisé l'extension de la muraille à la frontière terrestre](#) avec la Turquie, dans cette même région de l'Evros.

Services d'interprétation: Frontex est accusée de [sous-traiter ses services d'interprétation](#) pour la Grèce, l'Italie ou encore les Canaries à une entreprise qui exploite ses travailleurs et les rémunère pour moins de 2,50 € de l'heure. Ces accusations sont réfutées par la société d'interprétation. Chaque année, Frontex fait appel aux compétences de 80 interprètes et médiateurs culturels employés dans le cadre de contrats avec des tiers.

Disparitions & sauvetages

Opérations de sauvetage : la Cour de justice de l'UE a statué dans un [arrêté que seul un risque manifeste pour la sécurité, la santé ou l'environnement pouvait justifier le blocage d'un navire humanitaire](#). La surcharge ne peut donc pas être un motif d'immobilisation et les autorités doivent démontrer l'existence d'indices sérieux d'un danger. Les organisations se félicitent de ce jugement qui mettrait donc fin aux contrôles arbitraires. Début août, le Geo Barents (affrété par MSF) a été autorisé à débarquer 659 rescapé.e.s après 9 jours d'attente. Les organisations réclament une nouvelle fois aux [Etats membres de l'UE de remettre en place une flotte de recherche et de sauvetage](#) sur la route de Méditerranée centrale.

Libye : mi-août, les [corps de 15 Soudanais se sont été retrouvés dans le désert](#) proche de la frontière avec le Soudan. Leur véhicule était tombé en panne d'essence. L'OIM considère la traversée du Sahara comme la plus dangereuse au monde. En 2021, 161 décès y ont été enregistrés, et beaucoup d'autres restent non enregistrés.

Maroc: l'association Aide des migrants en situation vulnérable travaille pour [identifier les victimes, informer les familles, et organiser des obsèques](#). Au Maroc, les obsèques d'une personne musulmane coûtent 150/250 euros, tandis que celles d'un.e chrétien.e s'élèvent à 350/450 euros.

Réinstallations et transferts

Transfert vers le Rwanda : un [nouveau groupe de 103 personnes en provenance du Libye](#) a été transféré vers le centre de transit de Gashora près de Kigali, qui accueille déjà 421 personnes.

Réinstallation : Le [gouvernement danois a annoncé qu'il allait accueillir 200 réfugiés du Rwanda](#) dans le cadre d'un programme de quotas de réinstallation établis selon les capacités sociales et économiques du pays. En parallèle, [le Danemark est sur le point d'ouvrir un bureau à Kigali](#) dans l'idée d'y mettre en

place un centre d'asile. Les autorités confirment ainsi leur volonté de s'inscrire dans un cadre ordonné des migrations.

Transit

Niger : ouverture d'un [nouveau centre de transit](#) dans la localité de Yawaré, à proximité de Niamey. D'une capacité de 500 places, le centre, financé par l'OIM et l'agence de coopération japonaise, servira d'abri temporaire aux victimes d'intempéries (pendant l'hivernage) et de soutien médical et psycho-social aux personnes en mobilité bénéficiant du programme de retour volontaire de l'OIM le reste du temps. Les deux populations ne seront pas mélangées.

03 Dans les pays « de destination »

Accueil – séjour - asile

France : [interpellation par la police, d'une dizaine de personnes étrangères dans l'église](#) d'un village du sud-ouest de la France (Urrugne) qui a suscité l'indignation des habitants et des associations.

Italie : un [vendeur ambulant nigérian est décédé après avoir été battu à mort](#) en pleine rue dans une station balnéaire du pays. Les nombreuses vidéos de l'évènement qui circulent sont la triste preuve de l'indifférence et de l'inaction des observateurs de la scène.

Rwanda : le [barreau britannique considère que l'accord voulu par les autorités britanniques ne protège pas les droits des demandeurs d'asile](#) et met potentiellement le Royaume-Uni en infraction avec le droit international. [Certains conseillers du gouvernement ont même manifesté leurs réserves sur cet accord sans que ces avis soient pris en compte.](#)

Pays Bas : un [bateau de croisière sera affrété pour héberger 1 000 demandeurs d'asile](#) sans autres possibilités de logement. Cependant, il y a encore une grande résistance de la population de la ville où serait amarrée l'embarcation.

Italie : La municipalité de la ville de Consenza, en Calabre, a voté une [motion instaurant l'acquisition de la citoyenneté d'honneur pour les enfants nés en Italie de parents étrangers](#) ainsi que pour ceux ayant effectué un cycle complet d'études dans le pays. Consenza devient ainsi la deuxième ville du pays, après Bologne en juin, à adopter une telle mesure.

Regroupement familial : [4 décisions, rendues publique début août par la Cour de justice de l'UE](#), ont étendu les conditions d'accès au regroupement familial en Europe. Les nouveautés concernent : (1) la possibilité de poser un recours si un pays refuse de prendre en charge un mineur non-accompagné dans le cadre du regroupement familial ; (2) un Etat-membre ne pourra pas refuser le regroupement familial à un jeune au motif que celui-ci a atteint l'âge de 18 ans durant le traitement de sa demande ; (3) le droit, pour un enfant, de demander l'asile dans un pays différent de celui où les parents sont réfugiés après que ceux-ci aient changé de pays de résidence.



[Commentaire de l'ONG ASYLOS](#) sur la note du Home Office britannique analysant le système d'asile rwandais ;

Italie : dans le nord du pays (Piémont), des [travailleurs agricoles saisonniers se sont mis en grève](#) pour exiger des "contrats de travail, un logement et des documents" réguliers, et pour protester contre la mort en juillet dernier d'un autre travailleur agricole. La Calabre, pour sa part, a alloué 10 millions d'euros à la rénovation d'un ancien complexe industriel et à la création d'un ["village" écologiquement durable pour les travailleurs saisonniers non européens](#). De nombreux migrants de la région vivent actuellement dans des conditions de logement précaires.

Portugal / Maroc : [réforme de la loi portugaise régulant l'immigration](#), pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre dont le pays souffre depuis la crise sanitaire et redynamiser les secteurs du tourisme et de la construction. Des discussions ont été entamées avec le Maroc pour faciliter les flux entre les deux pays.

04 Contexte socio-politique - faits marquants

Contexte politique et sécuritaire

Coopération Afrique / Japon : Lors de la 8ème Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique qui s'est déroulé les 27 et 28 août, à Tunis, le [Japon a réclamé officiellement un siège permanent pour l'Afrique à l'ONU](#), rejoignant une revendication du président sénégalais et président en exercice de l'Union africaine (UA) Macky Sall.

Afrique du Nord

Maroc/Tunisie : [crise diplomatique](#) entre les deux pays depuis que la Tunisie a accueilli « tel un chef d'Etat » le chef du Front Polisario, Brahim Ghali, président de l'autoproclamée République arabe sahraouie démocratique (RASD), venu assister au sommet Japon-Afrique à Tunis. En parallèle, la Tunisie et l'Algérie multiplient les gestes de rapprochement.

Maroc / Allemagne : En revanche, alors que des tensions importantes étaient survenues en mars 2021, [l'Allemagne a apporté son soutien officiel à l'initiative marocaine](#) d'autonomie sur le Sahara occidental.

Afrique de l'Ouest

Burkina Faso : Le gouvernement a vivement condamné et mis en garde contre des [appels](#) «

[au meurtre](#) » et « à l'épuration ethnique » relayés récemment sur les réseaux sociaux, visant la minorité peule du pays. L'affiliation de certains Peuls aux groupes djihadistes qui terrorisent le pays alimente les tensions entre communautés.

Guinée : [dissolution du Front national pour la défense de la Constitution \(FNDC\)](#), la plus importante coalition de partis politiques, syndicats et associations de l'opposition, qui avait été à l'origine des contestations contre l'ex-président Alpha Condé.

Mali : après le [retrait des derniers soldats français de l'opération Barkhane](#), le chef de la diplomatie malienne a multiplié les accusations contre les forces françaises. Dans une lettre au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le [Mali accuse la France de fournir des armes et des renseignements](#) au profit des groupes terroristes », ainsi que d'intimider les forces armées maliennes. L'Elysée « dément des accusations évidemment sans fondement ».

Sénégal : les [résultats définitifs des dernières élections législatives](#) signent la victoire nuancée du parti du Président Macky Sall qui ne parvient pas à obtenir une majorité absolue. Une première dans l'histoire du pays depuis son indépendance.

Afrique australe

RDC/Rwanda : un rapport confidentiel de l'ONU apporte des « preuves solides » de [l'implication du Rwanda](#) dans l'Est du pays dans des attaques contre les militaires congolais, en soutien aux rebelles du M23.

Afrique de l'Est

Ethiopie: [après 5 mois de trêve, les combats entre Front populaire de libération du Tigré \(FPLT\) et forces fédérales éthiopiennes reprennent](#) dans la région du Tigré. Un blocus sur cette province depuis plus d'un an prive la population d'électricité, de services bancaires, de télécommunications et d'essence. [L'OMS a lancé un cri d'alarme](#) concernant la situation humanitaire au Tigré, « la pire catastrophe dans le monde », reprochant aux autres pays d'avoir négligé la crise dans cette région d'Ethiopie.

Kenya : [résultats électoraux contestés](#) après que Raila Odinga, le leader de la coalition d'opposition, soit déclaré perdant de l'élection présidentielle par la commission électorale kényane (IEBC), à la faveur de William Ruto, vice-président sortant. A noter : la percée des femmes parmi les gagnants du scrutin, avec [26 députées, 7 gouverneurs et 3 sénatrices](#) élues.

Somalie: [siège d'un hôtel de Mogadiscio](#) par les djihadistes Chabab, groupe affilié à Al-Qaeda. Les Chabab ont été chassés des principales villes de Somalie, dont Mogadiscio en 2011, mais restent implantés dans de vastes zones rurales. Ces derniers mois, ils ont intensifié leurs attaques.

Soudan: 52 personnes ont été tuées et 24 autres blessées en raison de pluies torrentielles et des [inondations](#) depuis le début de la saison des pluies.

Contexte économique

Burkina Faso : [la flambée des prix des intrants](#) touche de plein fouet les producteurs, dépendants des fertilisants importés pour la croissance des cultures, faisant craindre un épisode de famine pendant la période de soudure.

Nigeria : à quelques mois des prochaines élections présidentielles, une [grave crise économique](#) se profile, avec une inflation à son plus haut niveau depuis 17 ans, qui touche tous les secteurs dont les transports, l'énergie et l'alimentation.

Société

Ouganda : Le gouvernement a [suspendu la principale organisation de défense des droits des homosexuels](#), Sexual Minorities Uganda (SMUG), accusée de ne pas être enregistrée auprès des autorités. La législation ougandaise réprime sévèrement les relations entre personnes du même sexe, même s'il n'y a pas eu de poursuites pour des actes homosexuels ces dernières années.